

# INFO-CGT

SPECIAL

*Avenir de la DRFIP Nord*

## A la DRFIP Nord, tout va disparaître !!

Une organisation syndicale avait dénigré les informations que la CGT Finances Publiques avaient portées à la connaissance de collègues, mettant en doute les éléments dont nous disposons (fake news selon eux) et préférant relayer la voix de la direction que s'intéresser au devenir de la DGFIP. Dommage !!!

Dès le mois d'août, la CGT Finances Publiques alertait l'ensemble des collègues sur des projets de restructurations d'ampleur bien avancés et concernant 7 directions départementales (cf tract national [Démantèlement généralisé à la DGFIP, mobilité forcée SUIS-JE CONCERNÉ ?](#))

La CGT Finances Publiques Nord avait rapidement demandé au DRFIP de s'expliquer ([lettre ouverte au DRFIP du 11 septembre](#)) et de donner tous les éléments aux collègues et à leurs représentants.

Pour seule réponse, le directeur régional s'était fendu d'un communiqué sur Ulysse Nord d'une dizaine de lignes indiquant de simples hypothèses et minimisant ainsi les réflexions en cours. « Le moment venu, les discussions seront engagées avec les personnels et leurs représentants.

Trois mois après, nous attendons toujours

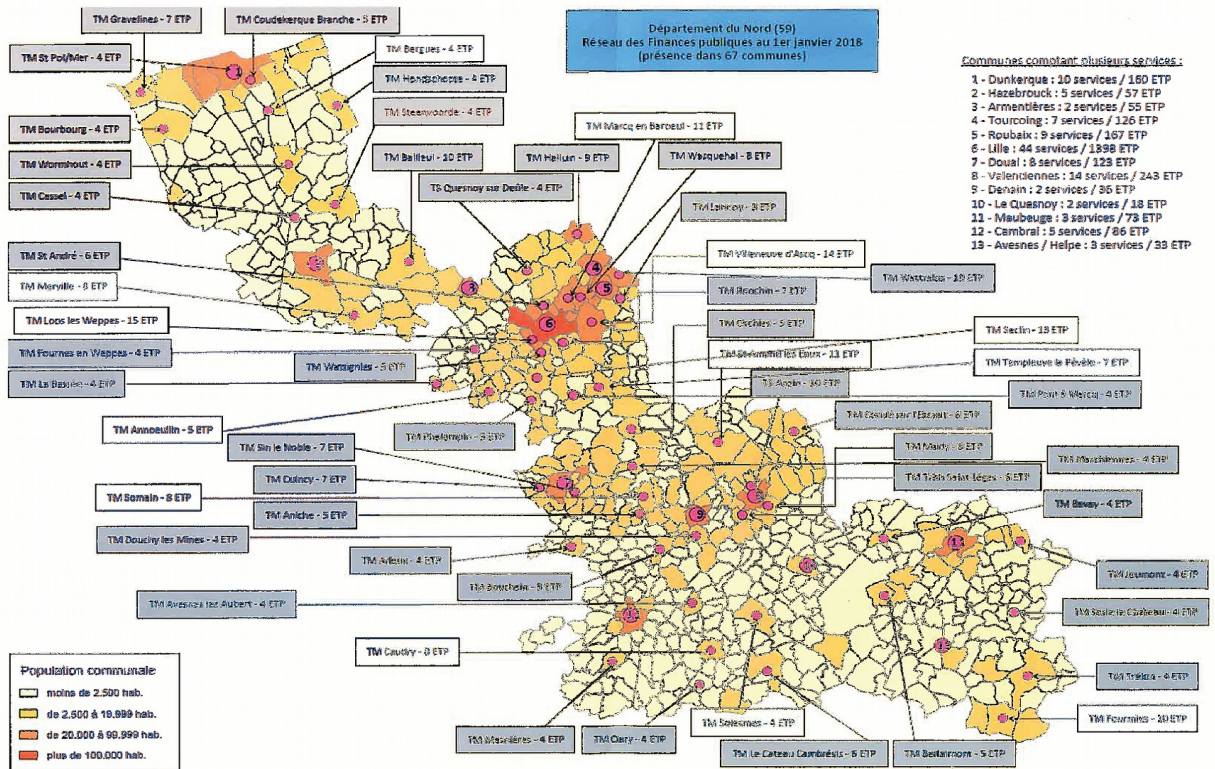


**En l'absence de réponse de la DRFIP, tout comme de la DG, la CGT Finances Publiques prend ses responsabilités.**

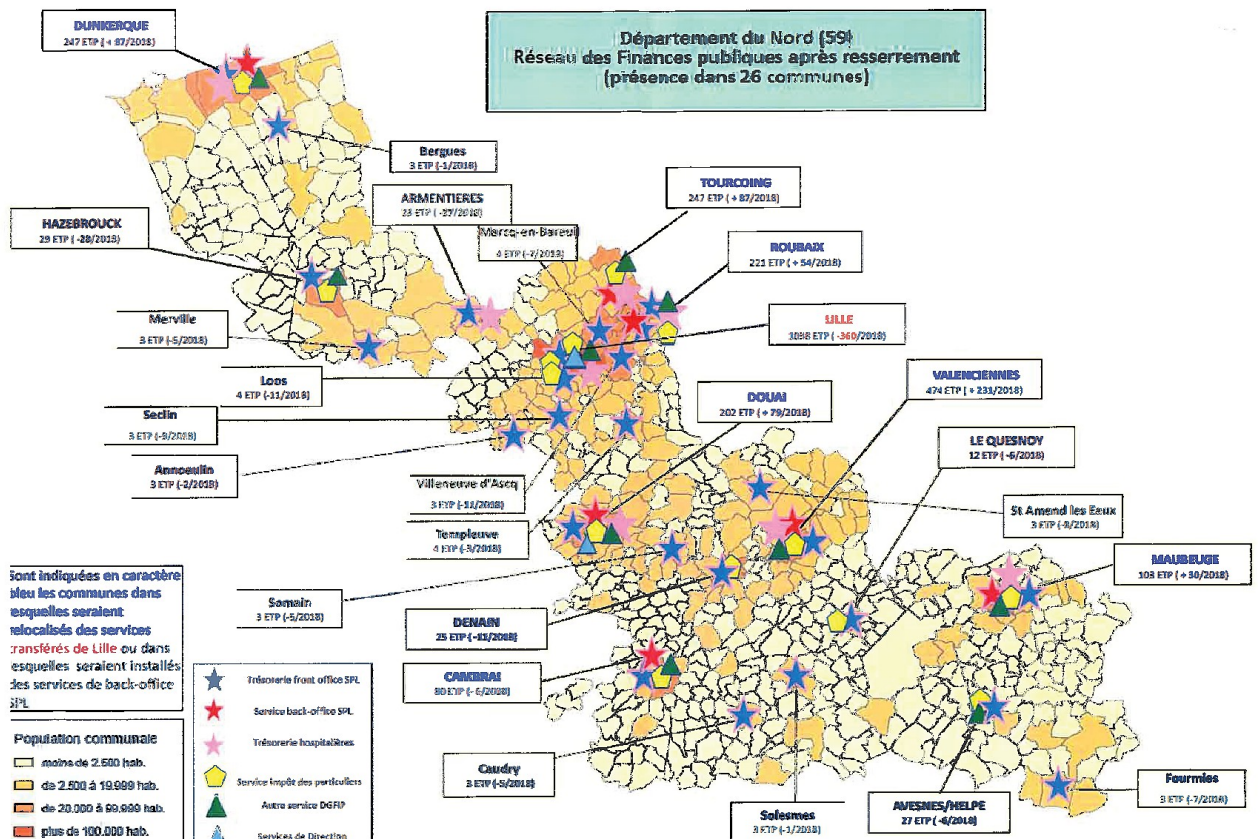
**Ainsi, nous communiquons, aujourd'hui, les projets confidentiels adressés au ministre cet été.**

La carte du réseau de la DRFIP Nord à l'horizon 2022 est édifiante :

**MAINTENANT**



**APRES**



# 42 trésoreries, 4 SIP, 9 SIE, 6 SPF seraient supprimés !!

Les éléments transmis au Ministre sont très clairs :

- ✓ « regroupement de tous les SIE du département dans un SIE unique »
- ✓ « regroupement de tous les SPF-SPFE pour constituer un SPFE départemental »
- ✓ « constitution d'un PCRFP départemental »
- ✓ « constitution d'un PCE départemental »
- ✓ « constitution d'un CDIF départemental »



DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES  
LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DES FINANCES PUBLIQUES

Paris, le 25 JUIN 2010

130, rue de Reuilly  
Cahier 8278 M - Télécopie 841  
75972 PARIS cedex 12

Note pour le Ministre

Référence : 2010A050243

**Objet :** Géographie envisageable des implantations des services de la DGFiP dans le département du Nord

Comme demandé par le Ministre, mes services en lien avec le directeur départemental se sont livrés à un exercice de projection de ce que pourrait être la géographie des services de la DGFiP dans le département du Nord, après resserrement du réseau, en tirant partie à la fois des possibilités d'organisation en back/front office et des disponibilités domaniales, afin d'éviter une trop forte concentration dans les grands centres urbains.

Il ne s'agit que d'une première esquisse, compte tenu des détails inhérents pour la réaliser.

## 1. Situation actuelle et hypothèses de resserrement du réseau

Actuellement le Nord compte un nombre particulièrement élevé de services DGFiP, présents dans 67 communes, avec notamment 79 trésoreries (dont 32 comptent 5 agents et moins), 18 services des impôts des particuliers (SIP), 14 services des impôts des entreprises (SIE) et 9 services de la publicité foncière (SPF).

La restructuration du réseau pourrait conduire à fermer une quarantaine de trésoreries, 4 SIP, 9 SIE et 6 SPF. Des regroupements d'autres services (Pôles de contrôle et expertise (PCE), pôles de contrôle corrélaté revenus-patrimoine (PCRFP), centres des impôts fonciers,...) seraient également opérés. Au total, les services de la DGFiP seraient encore présents dans 26 communes du département. La carte 1 présente la situation actuelle avec en grisé les trésoreries ayant vocation à être fermées.

## 2. Projections

L'application d'une géographie revisitée conduirait à "sortir" de la commune de Lille des services qui y sont d'ores et déjà localisés (en particulier des services de direction ou des services à compétence départementale).

Ainsi, le Centre de service des ressources humaines (40 agents), service de direction à compétence supra-départementale, pourrait quitter Lille (toutefois, hypothèse à creuser car le service s'installe en septembre à Lille) pour être implanté à Douai. Dans cette commune serait également implanté l'un des 2 PCRFP du département. Il ne resterait qu'un SPF à Lille.

Par ailleurs les 28 trésoreries seraient organisées en back/office, avec 7 back office implantés à Valenciennes, Maubeuge, Dunkerque, Roubaix, Tourcoing, Douai et Cambrai.

En pratique, en local, ne subsisterait que le trésorier, cadre mobile concentré sur les tâches à valeur ajoutée (conseil, expertise,...), qui pourrait être localisé au siège de l'EPCL.

De l'ordre de 380 agents DGFiP quitteraient la ville de Lille, soit le quart des effectifs qui y sont aujourd'hui installés. Par ailleurs, ce schéma permettrait de densifier les implantations domaniales dans les communes hors chef-lieu et de libérer à Lille des emprises qui pourraient être cédées.

Simultanément, les effectifs du département (actuellement de 2900) baisseraient de 420 environ.

\*\*\*\*\*

À ce stade, la problématique des maisons de service au public (MSAP) n'est pas traitée.

De même, la carte s'appuie sur les implantations domaniales existantes pour réaliser la restructuration à moindre coût (d'où la localisation des back-offices SPL dans des villes d'une certaine importance).



**Ce sont plus de 400 emplois qui seraient supprimés dans le Nord d'ici 2022.**

*Pire, tous ces éléments ne prennent pas en compte les transferts de missions envisagés (fin de la séparation ordonnateur-comptable, création d'agences, missions cadastrales...)*

Communes d'implantation	Nbre d'habitants	1	2				3		
		Nbre d'agents DGFIP Au 01/01/2018	Hypothèses de restructuration		Réseau cible		Géographie revistée		
			Opérations	Evolution des effectifs (Bases) (résultat)	Réseau cible	Nbre d'agents DGFIP Au 01/01/2022	Opérations	Nbre d'agents DGFIP Au 01/01/2022	Evolution effectif 2022/2018
LILLE	1 232 513	1398	Fermeture RF de Lille (-1) Regroupement trésorerie Ronchin Regroupements SIP de la commune de Lille dans la limite de 50 ETP (-17) Regroupements de tous les SIE du département dans SIE unique dans la limite de 50 ETP (+52) Regroupement de tous les SPF-SPFE pour constituer un SPFE départemental dans la limite de 50 ETP (+53) Constitution d'un PCRP départemental dans la limite de 50 ETP (PCRP+BCF) (+52) Constitution d'un PCE départemental dans la limite de 50 ETP (-40) Constitution d'un CDIF départemental avec maintien antennes PTGC existantes (+19)	198	Services de direction + EDR (747 ETP) Trésorerie Lille Municipale (38 ETP) Trésorerie Lille métropole (11 ETP) SIP Lille 1 (57 ETP) SIP Lille 2 (51 ETP) SIE Nord 1 (50 ETP) SIE Nord 2 (50 ETP) SIE Nord 3 (50 ETP) SIE Nord 4 (50 ETP) SIE Nord 5 (50 ETP) SPFE Nord 1 (50 ETP) SPFE Nord 2 (40 ETP) SPFE Nord 3 (40 ETP) PRS Nord 2 (21 ETP) PCRP Nord 1 (40 ETP) PCRP Nord 2 (40 ETP) PCE Nord 1 (40 ETP) PCE Nord 2 (30 ETP) CDIF Nord + antennes PTGC (65 ETP) Autres : 76 ETP	1596	Départ du Back office Trésorerie Lille Municipale et Lille métropole (42 ETP) Départ SIE Nord 3 (50 ETP) Départ SIE Nord 4 (50 ETP) Départ SIE Nord 5 (50 ETP) Départ SPFE Nord 2 (40 ETP) Départ SPFE Nord 3 (40 ETP) Départ PCR Nord 1 (40 ETP) Départ PCR Nord 2 (40 ETP) Départ PCE Nord 1 (40 ETP) Départ CDIF Nord + antennes PTGC (65 ETP) Départ du Back office autres (Palerie départementale, Palerie régionale, Trésorerie Lille CHU) ( 61 ETP) Départ CSRH (40 ETP)	1038	-360

Voilà donc le résultat des réflexions des directions Générale et Régionale : c'est un démantèlement pur et simple de notre administration, des concentrations à outrance et la fin du réseau de proximité.

En résumé, à l'opposé de ce qu'ont porté les représentants des personnels, les élus locaux et les citoyens lors des mobilisations autour de l'ASR de ces dernières années.

Les conséquences seraient donc nombreuses pour le service public, nos conditions de travail et l'exercice de nos missions.

Cela semble à peine croyable pour un département de plus de 2,6 millions d'habitants. On n'ose imaginer ce que cela donnera pour les plus petits départements.

**Même si les projets de ce gouvernement sont d'une grande brutalité, il n'y a pas de fatalité. Ne les laissons pas faire. Tous ensemble, nous pouvons changer la donne !!**